



Rencontre AACC Club Épargne 18 janvier 2022

en visio-conférence



La transition écologique



Dérèglement climatique

- 2020, l'une des 3 années les plus chaudes
- Une température de +1,21°C sur la période préindustrielle
- 2011-2020 décennie la plus chaude jamais observée
- Les changements climatiques sont, pour certains, irréversibles



Dérèglement climatique (suite)

- Les effets du réchauffement climatique :
 - élévation du niveau de la mer
 - fonte des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique
 - évènements extrêmes : inondations, sécheresse, incendies, cyclones.....



Les émissions de dioxyde de carbone CO2

- Rebond en 2021 des émissions de CO2 après la baisse de 2020 due au Covid 19
- Nouveaux records de concentration de CO2 dans l'atmosphère
- Les engagements pris par les pays mènent la planète vers un réchauffement de 2,7°C en 2100



Les émissions de dioxyde de carbone CO2 (suite)

- Émissions de CO2 en 2017 en Mds de tonnes :
Chine 9,26, USA 4,76, Inde 2,16, Russie 1,54,
Japon 1,13, Allemagne 0,72, Arabie Saoudite 0,53,
Royaume-Uni 0,36, France 0,31
- Emissions de CO2 en tonnes par habitant en 2017 :
Qatar 30,4, Arabie Saoudite 16,2, Canada 15, USA
14,6, Russie 10,6, Chine 6,7, Inde 1,6, France 4,6



La COP 26 à Glasgow 31 octobre-12 novembre

- Elle réunit 196 Etats, près de 30 000 personnes, délégués des Etats et observateurs ONG
- L'ouverture du sommet a été marquée par des appels à agir d'urgence pour tenir l'objectif de réchauffement à 1,5°C en 2100



La COP 26 à Glasgow 31 octobre-12 novembre (suite)

- Nécessité d'investissements très importants de 4000 Mds \$ par an jusqu' à 2030 dans le secteur de l'énergie
- Impact négatif sur la croissance mondiale
- Aide insuffisante des pays riches en faveur des pays en développement



La COP 26 à Glasgow 31 octobre-12 novembre (conclusions)

- Les nouveaux engagements pris par les pays conduisent à un réchauffement de 2,7°C mais l'objectif de 1,5°C est conservé
- Des avancées marquées sur l'arrêt de la déforestation et la réduction des émissions de méthane
- Des engagements insuffisants sur la réduction des énergies fossiles et sur l'automobile



Réseau de transport d'électricité avenir du système électrique

- 6 scénarios
- Deux conditions : sécurité d'approvisionnement et neutralité carbone en 2050
- Enjeu : baisser la consommation globale de 40%
- Electrification importante des usages



Réseau de transport d'électricité avenir du système électrique (suite)

- 3 trajectoires de consommation d'électricité
 - Le mix électrique deviendrait en majorité renouvelable
 - 5 des 6 scénarios attribuent une part au nucléaire
 - Plus les scénarios demandent du nucléaire moins ils sont coûteux



Situation économique et financière

Croissance

- La croissance mondiale devrait atteindre 5,9% en 2021 et 4,9% en 2022. Elle faiblit chez les pays émergents
- Le PIB de l'UE devrait augmenter de 5% en 2021, de 4,3% en 2022 et 2,5% en 2023
- L'INSEE table sur une progression du PIB en France de 2,7% au 3^{ème} trimestre 2021 et de 6,25% sur l'année. L'OCDE est plus optimiste (6,8%)



Inflation

- Forte augmentation de l'inflation dans tous les pays : USA 6,2%, Zone Euro 4,1%, Allemagne 4,5%, France 2,6% - données octobre-
- Inflation sous jacente en France 1,4% en octobre et accélération des prix de l'énergie + 20,2%
- Les causes de l'inflation : prix de l'énergie, goulets d'étranglement industriels, hausse du fret maritime



Inflation (suite)

- Inflation transitoire ou début d'une inflation structurelle
- Crainte d'une généralisation de hausses de salaire et l'installation d'une spirale prix-salaire
- Le stimulus monétaire des Banques Centrales est-il la cause de l'inflation actuelle?



Politique monétaire

- Début de durcissement des Banques Centrales dans de nombreux pays
- La Pologne, Tchéquie, Norvège ont augmenté leurs taux
- La FED réduit ses achats de dette et pourrait les supprimer en juin 2022
- La BCE a maintenu en septembre la même politique monétaire. Peut-être des changements en décembre



Politique monétaire (suite)

- En juillet la BCE a révisé sa stratégie de politique monétaire
- Mesure phare: symétrie autour de 2% en plus et en moins pour apprécier l'inflation
- Intégration des coûts immobiliers pour calculer l'inflation
- Prise en compte des considérations climatiques dans la politique monétaire



Les marchés financiers

- Fortes hausses des marchés actions depuis le début de l'année : Dow Jones +17% Nasdaq + 23% Cac 40 +27%
- Plus haut historique du Cac 40
- Les bourses sont dopées par les politiques monétaires des banques centrales et la reprise de l'économie
- Situation de bulle ? Fin du chemin de hausse?

Les marchés financiers (suite)

- Le faible niveau des taux conduit à une augmentation des placements sur des actifs risqués (ex bitcoin)
- Développement d'une économie de spéculation au détriment du capital productif d'où un impact négatif sur la croissance (Patrick Artus)



Fiscalité : instauration d'un taux minimum mondial pour les multinationales

- Accord historique en octobre de 136 pays pour imposer les multinationales à hauteur de 15 %
- 2^{ème} pilier : redistribution en faveur des pays où les multinationales réalisent du CA sans implantations physiques et sans y être imposées
- Conséquences : fin des paradis fiscaux, rentrée fiscale annuelle 150 Mds \$,



Union Européenne Le pacte de stabilité

- La France qui préside l'UE au 1^{er} semestre 2022 veut le faire évoluer
- Les règles fixées en 1997 ne semblent plus adaptées, endettement et déficit sur PIB
- Le réchauffement climatique va nécessiter des investissements massifs
- Sujet sensible entre les pays du Nord et du Sud



Situation de l'emploi en France

- Taux de chômage stable à 8,1% au 3^e trimestre
- 500 000 créations nettes attendues en 2021 après 300 000 pertes en 2020
- Le nombre de Français au travail est le plus élevé depuis 1975
- Pour la première fois est évoqué un possible retour vers le plein emploi

Projet de loi de finances 2022

Loi de finances 2022

	2018	2019	2020	2021 ^(*)	2022 ^(*)
Croissance (% PIB)	1,8	1,8	-8,0	6,0	4,0
Déficit public (% PIB)	-2,3	-3,1	-9,1	-8,4	-4,8
Taux prélèvements obligatoires (% PIB)	44,7	43,8	44,5	43,7	43,5
Taux dépenses publiques (% PIB)	54,0	53,8	60,8	59,9	55,6
Dette publique (% PIB)	97,8	97,5	115,0	115,6	114,0
Inflation (%) hors tabac	1,6	0,9	0,2	1,4	1,5

^(*) prévision

Loi de finances 2022

	2018	2019	2020	2021 ^(*)	2022 ^(*)
Croissance en volume de la dépense publique	-0,9	1,89	6,6	3,4	-3,5
Croissance en volume de la dépense publique hors mesures d'urgence	-0,9	1,4	1,2	2,1	0,8
Balance commerciale en Mds €	-63	-58	-65	-86	-95
Charge de la dette en Mds €	41,5	40,3	36,2	38,4	38,4
Evolution des effectifs de la fonction publique de l'Etat	-1079	-6134	+6630	-157	-509

(*) prévision

Loi de finances 2022

Solde général du budget de l'État

En Mds €	2019	2020	PLF 2021	Révisé 2021	PLF 2022
Dépenses nettes	392,2	443,4	455,5	494,8	454,6
Recettes nettes	295,3	270,7	283,2	300,8	310,9
Comptes spéciaux	+4,3	-5,4	-0,9	-3,4	0,3
Solde général	-92,7	-178,1	-173,3	-197,4	-143,4



Loi de finances 2022 éléments importants

- Priorité donnée à l'investissement et aux dépenses avant l'amélioration des finances publiques
- L'embellie économique permet un timide retour à la normale
- Baisse de 47 Mds € d'impôts de 2018 à 2022, 26 Mds € pour les ménages, 21 Mds € pour les entreprises



Loi de finances 2022 éléments importants

- Suppression pour 20 % des ménages les plus aisés du 2^{ème} tiers de la taxe d'habitation : impact -2,8 Mds d'euros
- Stabilité des effectifs de la fonction publique d'Etat -509 etp
- Amélioration du déficit public et de la dette
- Poursuite de la baisse taux des prélèvements obligatoires



Loi de finances 2022 éléments importants

- Le budget présenté fin septembre était incomplet. Ajout de 2 dépenses
 - Le contrat d'engagement pour les moins de 26 ans CEJ, enveloppe 2022, 550 M €
 - Plan France 2030 de 30 Mds € sur 5 ans pour développer les filières industrielles, enveloppe 2022, 3,5 Mds €



Loi de finances 2022

Sécurité sociale, déficit élevé et en réduction

- Déficit prévu de 34,6 Mds € en 2021 du en partie aux 15 Mds € de dépenses liées au Covid 19
- Déficit encore élevé en 2022, 21,6Mds €
- Pas de retour à l'équilibre en vue à court terme
- Résorption partielle du déficit de la branche maladie ramené à 19,7 Mds € en 2022
- Ségur de la santé 12,5 Mds € en 2022



Point divers



Retraites

- En 2020 le montant des pensions de retraite a été de 338 Mds € soit 14,7% du PIB
- L'ensemble des régimes était déficitaire de 18 Mds €. D'après le COR retour à l'équilibre pas avant le milieu des années 2030
- La question des retraites sera probablement l'un des sujets du prochain quinquennat



Retraites

- En 2020 l'Argic-Arrco est en rouge de 4,8 Mds € (+ 1 Md € en 2019)
- Causes : report et perte de cotisations et nécessité de prélever sur les réserves de 61 Mds € soit 9 mois de pensions
- Persistance du déséquilibre financier et ouverture attendue d'une négociation entre les partenaires sociaux pour y remédier



Ouverture de la discussion